

## Un seul peuple de la Galilée à Hébron ?

Laurence Louer

► **To cite this version:**

Laurence Louer. Un seul peuple de la Galilée à Hébron ?. Critique Internationale, Presses de sciences po, 2002, pp.36-39. hal-01017899

**HAL Id: hal-01017899**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01017899>**

Submitted on 3 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Contre-jour

# Un seul peuple de la Galilée à Hébron ?

---

par Laurence Louër

**a**u soir du 1<sup>er</sup> octobre 2000, quelques jours à peine après le déclenchement de la seconde Intifada, le journal de la deuxième

chaîne de télévision israélienne présentait une carte de l'ensemble israélo-palestinien où la Ligne verte (qui sépare le territoire israélien de la Cisjordanie et de Gaza, conquis en 1967 mais jamais officiellement annexés) n'apparaissait plus du tout et où des flammes disposées un peu partout indiquaient les principaux lieux d'affrontement entre Palestiniens et Israéliens. À côté de villes cisjordaniennes comme Hébron, Naplouse, Ramallah ou encore des camps de réfugiés qui parsèment la bande de Gaza, points de friction traditionnels entre soldats de Tsahal et jeunes lanceurs de pierres palestiniens, ces foyers attiraient l'attention des spectateurs sur des lieux parfois situés profondément dans le territoire israélien : Nazareth, Sakhnine, Acre et même Haïfa, la troisième ville du pays située tout au nord, étaient atteints par la violence. De fait, ces villes du nord d'Israël, peuplées complètement ou en partie par ceux que l'on appelle souvent les « Arabes israéliens », étaient alors en proie à des violences inédites mettant aux prises les forces de l'ordre et des *chabab* (jeunes hommes) qui, armés de pierres, de bouteilles vides et parfois de cocktails Molotov, entendaient participer à la lutte de libération du peuple palestinien. Une semaine plus tard, le 8 octobre, ces affrontements s'étaient soldés par la mort de treize *chabab*, tués par les balles de la police israélienne.

Cette cartographie télévisée des affrontements est révélatrice de l'analyse dominante de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « événements d'octobre ». Descendants des Palestiniens demeurés dans les frontières de l'État hébreu en 1948, les 1 200 000 Arabes qui peuplent principalement le nord du pays et représentent près de 20 % de la population israélienne ont toujours été source d'inquiétude pour leurs concitoyens juifs, qui les considèrent comme une potentielle cinquième colonne susceptible de se mettre au service de la résistance palestinienne ou des États arabes frontaliers. L'audience croissante des partis arabes nationalistes n'a fait que renforcer ce soupçon. Ces partis, qui ont reçu 70 % du vote arabe aux dernières élections parlementaires de 1999 et disposent de dix députés à la Knesset, revendiquent en effet l'appartenance « consciente et active » des Arabes d'Israël

au peuple palestinien. En oblitérant la Ligne verte, la télévision israélienne mettait sur le même plan les *chabab* d'Israël et des territoires palestiniens, validant ainsi le slogan martelé par les Fils du pays, organisation arabe israélienne qui affirme l'unité du peuple palestinien « de la Galilée à Hébron ». Ainsi abolie la frontière des appartenances citoyennes, mais aussi des trajectoires historiques et politiques, fort différentes, des Palestiniens résidant de part et d'autre de la Ligne verte, la seconde Intifada prenait l'allure d'une nouvelle guerre de 1948 mettant aux prises deux groupes homogènes – les Juifs et les Arabes – sur un territoire unique.

Qu'en est-il réellement de cette unification du peuple palestinien de la Galilée à Hébron qui caractériserait cette seconde Intifada ? Les liens entre les Palestiniens devenus citoyens israéliens après la création de l'État hébreu et leurs « frères » résidant de l'autre côté de la Ligne verte sont avérés depuis les lendemains de la guerre des Six Jours. Si la Cisjordanie et la bande de Gaza ne furent jamais officiellement annexées, leur continuité avec le territoire israélien fut néanmoins assurée, en particulier parce qu'elle facilitait la communication avec les colonies. L'une des conséquences involontaires de cette intégration sans annexion fut la possibilité offerte aux citoyens arabes d'Israël de circuler librement dans les territoires nouvellement occupés où demeuraient souvent des membres de leur famille perdus de vue en 1948. Outre ces relations familiales, des liens économiques se sont aussi établis : jusqu'à aujourd'hui, un grand nombre de petits commerçants et entrepreneurs arabes en Israël s'approvisionnent en Cisjordanie, qui en fruits et légumes ou produits manufacturés bon marché, qui en main-d'œuvre à bas prix. Les Arabes d'Israël apprécient aussi les restaurants de Naplouse ou de Jénine, situés à quelques kilomètres à peine de leurs villages et bien desservis par un réseau dense de taxis collectifs. Dans le champ politique, les militants nationalistes n'ont pas manqué non plus de mettre à profit la continuité territoriale entre Israël et les territoires palestiniens : circulant sans trop d'encombres avec leur carte d'identité israélienne, ils ont pu nouer des contacts avec les divers courants de l'OLP et diffuser leurs idées parmi leurs concitoyens arabes.

Mais c'est surtout dans le champ politico-religieux islamique que se sont développés les liens les plus significatifs entre ceux qui se revendiquent comme les fils d'un seul peuple. Depuis la première Intifada en 1987, les autorités israéliennes s'inquiètent de l'existence de réseaux islamistes prenant appui des deux côtés de la Ligne verte et soupçonnés d'avoir perpétré plusieurs attentats au cœur d'Israël. Après avoir confisqué les fonds d'une importante association islamiste israélienne soupçonnée de financer le Hamas, les services de sécurité ont plus récemment émis des interdictions de se rendre en Cisjordanie et à Gaza à l'encontre de plusieurs militants islamistes israéliens. Mais une analyse en termes exclusivement sécuritaires occulterait un processus plus ancien et sans nul doute bien plus significatif :

la constitution progressive, à partir du vivier des militants islamistes qui prospère dans les zones arabes d'Israël, d'une hiérarchie religieuse islamiste qui ne vise pas d'autre but que d'être reconnue par l'État juif comme direction de la communauté musulmane d'Israël.

Ce processus prend sa source dans le partenariat qui, jusqu'à la première Intifada, a lié la hiérarchie religieuse palestinienne et les agences administratives israéliennes chargées de la gestion de l'islam, c'est-à-dire essentiellement du culte quotidien et du statut personnel musulman. Les oulémas palestiniens réunis au sein du Conseil musulman suprême souhaitaient étendre leur magistère spirituel sur l'ensemble des musulmans résidant en Palestine, de la mer au fleuve, quitte pour cela à coopérer au plus près avec l'entité sioniste. Les administrateurs israéliens, quant à eux, cherchaient le moyen de constituer une classe de clercs professionnels formés dans les instituts d'études islamiques de Cisjordanie et de Gaza, dont ils attendaient qu'elle cautionne le strict contrôle étatique des activités religieuses islamiques en Israël. C'est largement dans ce cadre que les idées des Frères musulmans se sont répandues en Israël, autant par le biais de prêcheurs envoyés par les oulémas palestiniens dans les mosquées israéliennes avec la bénédiction des autorités que par celui de jeunes musulmans d'Israël partis s'instruire à l'Université islamique d'Hébron ou à la Faculté de théologie de Jérusalem. De retour dans leurs villages, si ces derniers ont souvent accepté des postes de fonctionnaires – imam ou professeur de religion –, ils ont aussi contribué au développement des activités du Mouvement islamique, fondé en Israël au début des années quatre-vingt et voué à la diffusion de l'idéologie des Frères musulmans.

Le déclenchement de la première Intifada a encore favorisé ce processus de constitution d'un clergé islamiste bureaucraté, en permettant aux jeunes diplômés israéliens d'occuper la place des prêcheurs cisjordaniens et gazaouites soudain devenus indésirables. Tout en développant ses réseaux d'aide à la population des territoires occupés, le Mouvement islamique lui-même s'est alors attaché à proclamer son autonomie par rapport aux islamistes palestiniens, affirmant en particulier la spécificité des musulmans d'Israël qui, tout en étant des Palestiniens à part entière, disposaient néanmoins d'une direction politico-religieuse propre qui n'entendait nullement adopter les modes d'action du Hamas. Car, destinés à demeurer citoyens israéliens même si un État palestinien était finalement créé, les musulmans d'Israël devaient d'abord s'occuper de créer les conditions d'un réajustement de leurs relations avec l'État juif leur permettant d'exprimer pleinement leur spécificité religieuse et culturelle. C'est dans ce sens, par exemple, que doivent être comprises les références récurrentes que certains cadres du Mouvement islamique font au parti juif ultra-orthodoxe Shas, présenté comme un modèle en matière d'autonomie communautaire car il parvient à s'intégrer aux rouages de l'État tout en le maintenant à distance.

L'histoire de la constitution du clergé islamiste israélien est d'autant plus intéressante qu'elle permet de lire la situation générale des citoyens arabes d'Israël, chrétiens ou musulmans<sup>1</sup>, laïcs ou religieux, chez qui on peut pareillement observer cette dialectique par laquelle les relations avec le peuple de Cisjordanie et de Gaza produisent finalement une direction plus préoccupée de semi-autonomie communautaire au sein de l'État hébreu que de lutte de libération nationale. C'est ce que montrent d'ailleurs les événements d'octobre 2000 qui, jusqu'à aujourd'hui (mai 2002), sont restés un épisode singulier. Aucun autre affrontement violent n'est venu confirmer l'idée d'une Intifada étendue aux citoyens arabes d'Israël. En réalité, le mode de mobilisation qui a prévalu durant la première Intifada s'est réactivé : défilés populaires dans le calme et actions caritatives se succèdent dans le cadre d'une réaffirmation de la spécificité de la communauté palestinienne d'Israël. ■

**Laurence Louër** est l'auteur de *Les citoyens arabes d'Israël : analyse d'une communautarisation*, thèse, Institut d'études politiques de Paris, 2001. E-mail : [laurence.louer@caramail.com](mailto:laurence.louer@caramail.com)

---

1. La population arabe d'Israël se compose de 81 % de musulmans, 11 % de chrétiens et 9 % de druzes. Le sort de ces derniers est très particulier et n'est pas inclus dans l'analyse présentée ici.